

Nationalisme et lutte de classes (à propos de la question palestinienne)

Ernest Mandel

*Intervention à un débat organisé à Bruxelles en mars 1971 par les Comités Israël-Palestine.
Publié dans la revue «Partisans», n° 59-60, mai-août 1971, pp. 46-55.*

I. Remarques préliminaires

Je voudrais d'abord faire quelques brèves remarques sur certains des problèmes que soulève Maxime Rodinson dans son introduction. Je crois en premier lieu que l'affirmation selon laquelle la lutte de classes n'explique pas toute l'histoire n'est pas très convaincante quand on se place au niveau très général et très abstrait auquel s'est placé Maxime Rodinson. Lorsqu'il affirme que tantôt ce sont les facteurs externes qui prédominent et tantôt les facteurs internes, ce n'est pas là une réponse mais une question. Cette formule suscite en effet une interrogation : *Pourquoi* les facteurs externes priment-ils quelquefois ? Est-ce qu'ils priment en fonction d'intérêts véritables et, si oui, quels sont ces intérêts ? Ou bien priment-ils en fonction d'aliénations idéologiques, du fait que certaines classes sociales ne sont pas conscientes de leurs intérêts, et qu'elles ont été empêchées d'être conscientes ?

Mais quelles sont les bases de cette aliénation ? Toutes ces questions, auxquelles aboutit la remarque de Maxime Rodinson, sont des questions qui nous renvoient au cœur de la lutte de classes.

La lutte de classes est une tentative d'explication de l'histoire ; on n'en a pas trouvé d'autre jusqu'ici, c'est-à-dire que toutes les autres explications se terminent sur des points d'interrogation, qui nous ramènent à la lutte de classes. Je pourrais citer beaucoup d'exemples dans le même sens que ceux que Maxime Rodinson a signalés ; il ne faut d'ailleurs pas remonter jusqu'à l'antiquité romaine. On a pu constater une déviation analogue de l'histoire en Allemagne orientale au XVI^e siècle. La transformation de la rente foncière en rente monétaire a été une grande force libératrice pour les paysans d'Europe occidentale, qui y a accéléré l'avènement d'une société capitaliste. Mais, en Europe orientale, notamment en Allemagne orientale, le même phénomène a eu un effet exactement opposé. Il a abouti à la réintroduction du servage, qui a été consolidé, il ne faut pas l'oublier, jusqu'au début du XIX^e siècle.

Quand on se pose la question de savoir comment il se fait que les Prussiens soient si disciplinés, l'explication doit du moins partiellement être recherchée dans le fait que la majorité de la population dans cette partie de l'Allemagne était des serfs jusqu'en 1807, c'est-à-dire quelque quatre cents ans après la disparition ou la quasi-disparition du servage dans nos régions. Une fois qu'on a dit cela, est-ce qu'on a éliminé de l'analyse la lutte des classes ? Évidemment pas ! On doit expliquer ce qui s'est passé en Allemagne de l'Est et en Europe orientale par un déroulement de la lutte de classes différent de celui que l'on a reconnu en Europe occidentale, ou plus exactement, par une autre issue de cette lutte de classes. Cette évolution en Allemagne de l'Est est le résultat du

renforcement de l'aristocratie foncière, renforcement qui est le produit de la défaite des paysans dans la Guerre des Paysans, de l'affaiblissement de la bourgeoisie urbaine par le détournement du trafic commercial, la guerre de Trente Ans, etc. Nous voilà ramenés par le biais d'une évolution qui n'était pas rectiligne à une analyse qui est tout de même celle de la lutte de classes.

Une remarque encore en réponse à une affirmation de Maxime Rodinson qui me semble injustifiée. Marx aurait dit que dans des sociétés « à économie étatique » (je voudrais bien savoir, d'ailleurs, où Marx a utilisé cette formule) il n'y aurait plus de lutte de classes. Marx a dit tout autre chose : que dans une économie où les moyens de production sont la propriété des producteurs associés, et dans laquelle il n'y a plus de production marchande, il n'y aurait plus de classes sociales, et par conséquent plus de lutte de classes. C'est d'ailleurs presque une tautologie. Marx n'a jamais dit qu'il suffit que l'État prenne en main les moyens de production pour que la lutte de classes disparaisse : il était beaucoup trop « marxiste » pour ignorer que l'existence même de l'État prouve l'existence des classes, et l'existence des classes implique que la lutte des classes persiste. Lorsque Marx parle de la disparition de la lutte des classes, il part donc d'un tout autre contexte et de tout autres conditions que celles que nous connaissons actuellement en Union soviétique ou en Europe orientale.

II. Le phénomène national et la lutte de classes

Revenons-en maintenant au sujet de ce soir : les rapports entre le phénomène national et la lutte de classes. *Première constatation : le phénomène national est né de la lutte de classes.* Il est tout à fait abusif d'identifier l'existence de l'État, la formation ethnique, les groupements de tribus, l'association de communes ou de villes, avec le phénomène national. L'Empire romain n'était pas un phénomène national, pas plus que l'Empire du Moyen Âge. L'Angleterre n'était pas une nation au XIIe ou au XIIIe siècle pour la bonne raison que la classe dominante y parlait encore en bonne partie une langue différente de la langue du peuple, et qu'elle était d'autre origine : les Normands qui avaient conquis l'Angleterre.

La thèse marxiste en l'occurrence, c'est que la nation est le produit de la lutte d'une classe précise, à savoir la bourgeoisie moderne. Celle-ci est la première classe dans l'histoire à créer la nation. Elle la crée *économiquement*, parce qu'elle a besoin d'un marché national unifié, et elle élimine tous les obstacles précapitalistes, semi-féodaux, corporatistes, régionalistes, à la libre circulation des marchandises afin d'assurer l'unité de ce marché national. Elle crée cette unité nationale aussi du point de vue *politico-culturel*, parce qu'elle s'appuie sur le principe de la souveraineté populaire, opposé à la légitimité de la monarchie, de la noblesse ou de l'Église, pour mobiliser les masses populaires contre les anciennes classes dominantes.

L'idée nationale est née avec les grandes révolutions démocratiques bourgeoises. Elle est d'ailleurs née dans nos régions (on peut en être fier ou non selon les opinions), puisque la première grande révolution bourgeoise dans l'histoire c'est la révolution des Pays-Bas, c'est le soulèvement national contre le roi d'Espagne qui a commencé en Flandre, qui y a été battu, et qui a triomphé en Hollande, donnant naissance à la première nation moderne qui avait une conscience nationale sur la base d'une infrastructure capitaliste.

Puis on a connu cette même éclosion de la nation moderne en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en France avec la Révolution française, en Espagne, en Allemagne, en Italie, en Pologne, en Irlande, etc. Dans tous ces processus, les intérêts matériels qui sont sous-jacents à l'idée nationale sont transparents, peu sujets à mystère et peu sujets à spéculation. À cette époque de son histoire, c'est-à-dire à l'époque où elle est encore révolutionnaire et progressiste, la bourgeoisie elle-même

ne tourne d'ailleurs pas autour du pot et proclame les choses assez crûment. Si vous lisez les déclarations des girondins – qui étaient à la fois le parti le plus bourgeois et le plus nationaliste dans la Révolution française, beaucoup plus nationalistes que les jacobins, puisque ce sont eux qui ont poussé à la continuation de la guerre et non point les jacobins, – vous verrez cette connexion des facteurs dont j'ai parlé et auxquels s'ajoutent déjà (parce qu'en 1790 nous sommes déjà à une époque plus avancée qu'aux Pays-Bas au XVIIe, siècle ou aux États-Unis en 1776) un troisième motif : une concurrence commerciale qui oppose la bourgeoisie industrielle-manufacturière française à la bourgeoisie anglaise et qui, selon des historiographes actuels de la Révolution, notamment l'école de Lefebvre, a joué un rôle beaucoup plus grand dans les guerres de la Révolution et de l'Empire. Ces guerres n'étaient pas une simple lutte entre la bourgeoisie française d'une part et les autres puissances d'Europe, plus ou moins contre-révolutionnaires, qui sont intervenues pour défendre les privilèges de la noblesse et de la royauté en France.

La nation est née d'une lutte de classes spécifique, la lutte de la bourgeoisie contre la féodalité et les forces semi-féodales précapitalistes, où il aurait fallu mettre en évidence (mais je n'ai guère le temps de le faire) le rôle qu'a joué la monarchie absolue, son rôle de pré-nationalisme (dans le cas français c'est très clair. Ce n'est pas encore le nationalisme au sens moderne du terme qui est incarné par un personnage comme Louis XIV, mais c'est un pré-nationalisme dynastique, dans la même mesure où la monarchie absolue préfigure un changement des rapports de forces entre noblesse et bourgeoisie).

Qu'est-ce qui arrive lorsque l'État bourgeois, lorsque la révolution bourgeoise triomphent ? La lutte de classes, évidemment, ne s'arrête pas. La bourgeoisie voudrait bien qu'elle s'arrête à ce moment. Tout le monde proclame qu'elle devrait s'arrêter. Mais elle ne s'arrête pas. À partir du moment où elle se poursuit après le triomphe de la bourgeoisie, elle se déplace donc. La lutte des classes battues se déplace vers le domaine de la superstructure. Je rappelle cela à mes chers camarades maoïstes, parce qu'ils devraient nous expliquer pourquoi la survivance de l'idéologie semi-féodale pendant tout le XIXe siècle n'a quand même pas permis de restaurer le régime féodal dans tous les pays où cette idéologie est restée très puissante (je pense notamment à la France, où l'idéologie prédominante à cette époque reste l'idéologie catholique, typiquement précapitaliste, pré-bourgeoise et semi-féodale, qui condamnait la révolution française jusque dans les années 1880 et qui pendant toute une période est restée l'idéologie de la majorité des classes non ouvrières). De même que cette survivance n'a pas permis de faire cela au XIXe siècle, je crois que la survivance de l'idéologie bourgeoise ou petite-bourgeoise après le renversement du capitalisme ne peut pas à elle seule expliquer un danger de restauration du capitalisme ; pour que ce danger se précise, il faut qu'il y ait des intérêts matériels et des forces sociales suffisamment puissantes engagées dans la lutte en faveur de cette restauration, et non seulement des survivances idéologiques, politiques ou autres dans la sphère de la superstructure comme le pensent, sinon Mao Tsé-toung (lui-même beaucoup plus prudent à se sujet), du moins pas mal de ses disciples ou de ceux qui se réfèrent à lui.

Il y a donc déplacement de lutte avec les forces précapitalistes vers le plan de la superstructure. Il y a en même temps déplacement du centre de gravité de la lutte de classes vers la lutte entre bourgeois et prolétaires. C'est à ce moment-là que Marx écrit dès 1847 – fort tôt et on pourrait même dire prématurément, d'après son propre schéma historique auquel je reviendrai dans un instant – que *les prolétaires n'ont pas de patrie, ce qui veut dire que le nationalisme ou l'idée nationale ne doit pas, dans le chef d'une organisation ouvrière, prendre le pas sur la solidarité internationale des travailleurs.*

J'ai dit « un peu prématurément » parce que *Le Manifeste* proclame un principe historique qui représente en fait une anticipation qui ne correspondait pas encore à la réalité immédiate. C'est

tellement vrai, qu'un an après avoir rédigé *Le Manifeste communiste*, Marx et Engels s'engagent eux-mêmes dans une lutte de classes en Allemagne qui est aussi une lutte nationale. La lutte pour l'unité de l'Allemagne, pour créer une République allemande unique et indivisible, est proclamée par eux un des objectifs centraux de la Révolution de 1848. Cette unification de l'Allemagne représenterait du point de vue économique, du point de vue social, du point de vue culturel et surtout du point de vue de la possibilité d'essor du mouvement ouvrier et de la lutte de classes un énorme pas en avant. Vous savez pour quelles raisons cette révolution de 1848, qui avait pour fonction historique de parachever les tâches historiques de la révolution démocratique bourgeoise dans cinq pays d'Europe : l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie et la Pologne (des nationalités qui étaient intégrées dans l'Empire austro-hongrois et qui recouvraient en partie aussi l'Empire tsariste), n'a pas pu triompher. Ce sont les vainqueurs contre-révolutionnaires des combats de 1848-1849 qui ont été obligés de réaliser le testament de cette révolution. C'est Bismarck, incarnation de la noblesse prussienne qui a réalisé l'unité de l'Allemagne et non pas la bourgeoisie, la petite bourgeoisie ou la classe ouvrière. Même phénomène, à peu de chose près, en Italie où l'unité du pays est réalisée par la dynastie des Savoie.

Marx a dû, à ce moment-là, prendre une position dans la pratique qui différait un peu du principe général proclamé dans *Le Manifeste*. En réalité, le principe selon lequel « *les prolétaires n'ont pas de patrie* » ne s'applique qu'à l'époque où la révolution bourgeoise est déjà achevée. Et le monde de 1848 a confronté Marx et Engels avec une situation de *développement combiné*. En d'autres termes : dans tous les pays d'Europe où l'unité nationale n'avait pas été réalisée par la bourgeoisie parce que, dans une certaine mesure, elle était venue trop tard sur la scène historique, à un moment où la classe ouvrière était déjà suffisamment forte pour jouer un rôle politique indépendant et où la peur qu'avait la bourgeoisie de favoriser le processus révolutionnaire était plus grande que son désir de réaliser cette tâche d'unité nationale, dans tous ces pays-là, un processus de révolution permanente était inscrit à l'ordre du jour.

C'est d'ailleurs à ce moment-là, et dans ce contexte précis, que Marx utilise en 1850, pour la première fois dans l'histoire de la pensée marxiste, la formule de révolution permanente. Les ouvriers en Allemagne doivent commencer, dit-il, par appuyer la lutte pour l'unité du pays, pour la conquête d'une république bourgeoise démocratique ; mais ils ne doivent pas interrompre la lutte au moment où cette conquête classique de la démocratie bourgeoise est acquise. Ils doivent poursuivre la lutte en défendant leurs propres intérêts de classe contre la bourgeoisie ; ils ne doivent à aucun moment abandonner leur organisation indépendante, d'autant plus qu'il est peu probable, sinon impossible, que même ces tâches bourgeoises seront réalisées sous la direction de la bourgeoisie. Il est beaucoup plus probable que ce soit la petite bourgeoisie jacobine, avec l'épée dans le dos de la classe ouvrière, qui réaliserait cette unité nationale. C'était le schéma possible de la révolution de 1848. Il n'a pas été mené à bien. Nous avons payé un prix très cher pour cet échec, car tout ce que l'Allemagne a de ce fait charrié de forces conservatrices et réactionnaires a influencé le destin de l'Europe, y compris la destinée de l'impérialisme allemand, y compris la naissance du nazisme.

Troisième constatation : si la nationalité est le produit de la lutte de classe bourgeoise contre les forces féodales et semi-féodales, l'internationalisme prolétarien est le produit de la lutte de classe ouvrière contre le capitalisme. La bourgeoisie développe les forces productives sur la base de marchés nationaux unifiés. Ses marchandises conquièrent et constituent le marché mondial. Mais celui-ci est loin d'être unifié : il n'y a pas de développement universel de l'industrie capitaliste. Les capitalistes se font la concurrence sur la base des marchés et des États nationaux. Ils essayent de transposer cette concurrence au sein de la classe ouvrière. Les ouvriers les plus conscients dès l'époque de la I^{ère} Internationale répondent qu'il est de leur intérêt, y compris de leur intérêt économique immédiat, d'opposer la solidarité internationale des travailleurs à la concurrence

universelle des capitalistes. Sans cette solidarité, les travailleurs sont sans défense, seront systématiquement grugés par le capital. Car la seule riposte efficace dont ils disposent en face de l'énorme supériorité de puissance financière et de pouvoir politique de ce capital, c'est la riposte de l'organisation solidaire et coopérative aussi large que possible, sans limite de frontière, de race ou d'ethnie.

Et on en arrive ainsi à un quatrième volet, où la règle énoncée par Marx dans *Le Manifeste* commence à avoir une application universelle. C'est le début de l'époque impérialiste, lorsque la bourgeoisie des pays d'Europe occidentale et centrale, et accessoirement de pays comme le Japon, la Russie et les États-Unis, a terminé toute possibilité de jouer un rôle progressiste dans l'histoire, où elle est devenue une classe conservatrice, réactionnaire, contre-révolutionnaire, exploitant une grande partie du monde en plus de sa propre classe ouvrière, où le nationalisme de cette bourgeoisie impérialiste est considéré par les marxistes, en premier lieu par Lénine et par l'école léniniste mais aussi, avant la Première Guerre mondiale, par tous ceux qui se disaient marxistes, comme strictement réactionnaire, sans réserve aucune. Kautsky lui-même et d'autres sociaux-démocrates avant 1914 ont répété que lorsque la bourgeoisie impérialiste utilise le mot : défense de la patrie, ou défense de la nation, ce qu'elle veut dire, ce n'est pas : « défense d'une entité culturelle ou de droits démocratiques » quelconques, mais bien défense d'apanages sur le marché mondial, défense de surprofits coloniaux, défense de possibilités de surexploiter la partie du monde qu'elle domine.

Je ne vois pas de raisons dans ce qui est arrivé dans le monde depuis 1914 pour mettre en doute ce jugement. Si l'on examine les analyses qui ont été faites par des sociologues, des historiens ou des économistes célèbres et intelligents, qui ont voulu nier cette liaison causale évidente entre chauvinisme, impérialisme et intérêts matériels de la bourgeoisie impérialiste, on voit qu'elles ont fait totalement faillite. Je donnerai un exemple, c'est l'exemple le plus remarquable, si l'on peut dire, et en même temps le plus lamentable : celui du grand économiste autrichien Schumpeter, qui est un des plus grands penseurs du XXe siècle en dehors des marxistes. Il a écrit un brillant article pour démontrer que l'impérialisme et le chauvinisme n'ont rien à voir avec le phénomène de la bourgeoisie des monopoles, et il a cité comme preuve le fait que le pays qui possède les monopoles les plus puissants n'est pas impérialiste et n'est pas chauvin. Il désignait par là les États-Unis. C'était peut-être convaincant en 1912 ; ce l'est moins en 1970, quand l'argument prête à ridicule. Comparées à ce genre d'analyses, les prédictions faites par les marxistes, et les définitions de Lénine dans sa brochure sur l'impérialisme de 1917, résistent autrement bien à l'épreuve de l'histoire, s'avèrent des instruments autrement utiles pour expliquer ce qui s'est passé au cours du XXe siècle.

Est-ce à dire que les marxistes, et notamment l'école léniniste dont je me revendique, identifient toute idée nationale et tout nationalisme au XXe siècle au nationalisme impérialiste ? Ils ne le font pas. Une idée qui était déjà présente dans les écrits du vieux Marx, du Marx des dix dernières années de sa vie, va s'étendre dans la pensée marxiste à l'époque impérialiste pour prendre une place tout à fait décisive en ce qui concerne l'appréciation des couplets nationaux au cours de notre siècle. Il s'agit de cette idée simple, et peut-être même simpliste – mais je crois que quelquefois la simplicité permet la clarté – qu'*il faut faire une distinction entre le nationalisme des oppresseurs et des exploités et le nationalisme des opprimés et des exploités*. Je dis que l'idée est d'origine marxienne. Car c'est Marx qui a développé le premier cette idée en fonction de deux questions concrètes auxquelles il attachait une importance colossale dans toute sa stratégie de lutte de classes internationale : la situation polonaise et la situation irlandaise.

Je passe sur la question polonaise parce qu'elle est la mieux connue (on l'a d'ailleurs interprétée quelquefois injustement, comme étant une machine de guerre particulière contre le

régime tsariste et seulement une machine de guerre contre le régime tsariste sans aucun rapport avec un principe plus fondamental). Mais la question irlandaise est beaucoup plus claire et beaucoup plus précise à ce sujet. À partir de 1869-1870, Marx a écrit dans un article paru dans un journal belge, qui s'appelait « *L'Internationale* », qu'aussi longtemps que les ouvriers anglais n'auront pas compris que c'est leur devoir d'aider les Irlandais à obtenir leur indépendance nationale, ils ne feront jamais de révolution socialiste en Angleterre. Loin de partir de l'idée que le nationalisme anglais et le nationalisme irlandais sont équivalents, que le nationalisme de la nation opprimée et celui de la nation oppresseuse sont identiques, Marx part de cette distinction fondamentale (et je crois qu'il faut dire que l'histoire lui a donné raison) : l'exploitation et l'oppression de la nation irlandaise par la bourgeoisie anglaise aura pour conséquence – si les ouvriers anglais ne s'identifient pas avec la lutte des Irlandais – que les ouvriers irlandais, qui vont représenter une minorité croissante du prolétariat anglais, seront longtemps perdus pour la lutte de classes, ne pourront pas constituer un front commun contre le patronat anglais, puisque les ouvriers anglais constitueront en fait un front commun avec leur propre bourgeoisie, contre la nation irlandaise.

Ce que l'époque impérialiste a de particulier, c'est que cette distinction entre le nationalisme des exploités et le nationalisme des exploités n'éloigne pas le prolétariat de la lutte pour le pouvoir et pour le socialisme, mais l'en rapproche au contraire. Car à l'époque impérialiste, les tâches de libération et d'unification nationales des nations opprimées ne peuvent plus être réalisées que par l'alliance du prolétariat et de la paysannerie pauvre, sous la direction politique du prolétariat, et par l'établissement de la dictature du prolétariat. La victoire de la révolution dans un pays sous-développé, sous direction prolétarienne, ne peut se limiter à la solution de ces tâches nationales et démocratiques, propulse un processus de révolution permanente, aboutit à la solution de tâches historiques de la révolution socialiste, et stimule l'extension internationale de la révolution vers des pays hautement industrialisés, où les tâches immédiates de la révolution sont socialistes.

Je ressens une énorme indignation lorsque je vois des personnages comme Guy Mollet donner des leçons d'internationalisme et expliquer en 1955, quand il était premier ministre social-démocrate de la France impérialiste, que ces Algériens, au XXe siècle, à une époque où l'idée de la nation était dépassée, ont tort de réclamer l'indépendance nationale. Tout homme de bon sens pouvait répondre à Monsieur Guy Mollet : « Excellente affaire : l'idée de nation est dépassée ! Pourquoi ne commences-tu pas par dépasser l'idée de la nation française ? Pourquoi demandes-tu d'abord à une nation opprimée de dépasser l'idée nationale alors que toi, dirigeant d'un État colonialiste et oppresseur, tu refuses de dépasser cette idée nationale ? » L'exemple ne doit quand même pas venir de l'esclave. Ce n'est pas à l'esclave qu'il faut demander de ne plus utiliser la violence pour rejeter ses chaînes. Il faut, si l'on veut parler sur ce ton, commencer à demander au gendarme, au maître d'esclaves, qu'ils cessent d'opprimer, qu'ils cessent de défendre leur exploitation par la violence. Puis on verra.

Je dis que je ne puis avoir aucune sympathie pour ceux qui mettent un signe d'identité entre le nationalisme des opprimés et le nationalisme des oppresseurs. Autant le nationalisme des oppresseurs est détestable et ne peut donner lieu à aucun progrès ni idéologique ni moral, autant faut-il être beaucoup plus circonstancié quand il s'agit du nationalisme des opprimés.

Lorsqu'on parle de peuples colonisés – pas seulement des peuples colonisés de l'extérieur, de peuples qui habitaient des colonies externes, mais aussi ceux des colonies internes, comme les Noirs aux États-Unis –, quand on voit l'état déplorable dans lequel se trouvent ces populations opprimées ; quand on voit qu'elles sont victimes d'une oppression économique, politique, morale et culturelle, et que cette oppression morale et culturelle représente très souvent la superstructure

indispensable pour que puisse être maintenue l'oppression économique et politique, alors je dois répéter ce que Trotsky avait dit avant moi : la naissance de la conscience nationale dans une nationalité tellement opprimée ; la tentative de libération par rapport non seulement à l'impérialisme économique et politique mais aussi par rapport à l'impérialisme culturel, constituent un premier pas sur la voie de la prise de conscience de sa propre dignité humaine et alors il y a un énorme progrès de l'humanité qui s'effectue.

Il faut se rappeler ce qu'étaient les esclaves noirs au XIXe siècle. Il faut se rappeler ce qu'étaient les métayers noirs après la Guerre de Sécession aux États-Unis pour comprendre que la prise de conscience nationale de cette couche sur-exploitée et sur-oppriée de l'humanité constitue un énorme progrès. *C'est une étape absolument inévitable et absolument indispensable pour rendre possible, à une étape ultérieure, la fusion des nationalités opprimées de ce genre dans une humanité enfin unifiée.* L'internationalisme aboutira à la fusion des nations dans une société mondiale sans classe. Mais cette fusion résultera de l'égalité des nations qui aura été établie auparavant. Aussi longtemps que les nations sont inégales, vous ne verrez jamais disparaître la conscience nationale des opprimés parce que heureusement aucune force n'est capable d'éteindre l'étincelle de révolte qui fera qu'on n'acceptera jamais passivement l'injustice et l'inégalité sous quelque forme que ce soit.

Débat et réponses aux questions

On m'a posé une question sur le nationalisme palestinien et sur l'attitude vis-à-vis du nationalisme des pays du tiers monde en général. Je crois que c'est effectivement une chose qui ne doit pas être simplifiée à l'extrême.

Quand nous disons que la lutte d'émancipation nationale des peuples du tiers monde, des peuples opprimés, est une lutte juste en opposition avec l'effort des pays impérialistes pour maintenir l'oppression de ces pays, nous ne disons pas du tout que *toutes* les manifestations *idéologiques et politiques* de cette lutte sont progressistes. C'est tout à fait évident ; je prends un exemple historique que j'ai déjà cité. La lutte du peuple chinois contre l'impérialisme japonais, même sous la direction de Tchang Kaï-chek, était une lutte juste. Mais cela ne transforme pas Tchang Kaï-chek d'un bourreau réactionnaire des ouvriers chinois en un « progressiste » socialisant, communiste ou démocrate. Il faut faire la distinction entre la signification historique, objective, d'une *lutte de masse*, et les divers courants idéologiques, politiques, théoriques qui se partagent cette société et ce peuple opprimé.

Et là je dirais – en reprenant cette fameuse thèse de Lénine sur la question nationale et coloniale, votée lors du deuxième congrès de l'Internationale communiste – qu'autant la lutte de libération du peuple palestinien, du peuple arabe, est une lutte juste et progressiste, autant le panislamisme, le panarabisme et toute tendance de ce genre de nature raciste n'est pas une tendance progressiste. *Il faut faire une distinction entre la lutte de masse, la force objective sociale, et ce qui se passe dans la tête des gens.* Mais moi, je n'en tire pas la conclusion que parce que les gens ont des idées réactionnaires dans la tête, leur lutte n'est plus juste. Je donne la priorité à la réalité sociale, à l'existence matérielle, et pas aux idées. On ne pourra changer ces idées que si on change d'abord la réalité sociale ; on ne peut jamais attendre, pour changer cette réalité, qu'on ait d'abord changé les idées. D'ailleurs, la lutte pour changer la réalité, c'est en définitive le seul moyen efficace pour changer les idées.

Je reprends l'exemple que j'ai utilisé tout à l'heure : que le juste jette la première pierre ! Qui sont donc ces idéalistes purs qui reprochent aux Arabes d'être racistes, nationalistes,

panislamiques ? Est-ce qu'ils sont vierges de ces mêmes défauts ? Ils ne sont pas nationalistes pour un sou, pas racistes pour un sou. Voyez : ils appliquent la doctrine de l'égalité de toutes les personnes indépendamment de leur origine ethnique ou raciale, par exemple à l'intérieur de l'État d'Israël. Tout Arabe peut aussi facilement y immigrer, n'est-ce pas, que tout juif ! Et si ce n'est pas le cas ; si nous sommes en présence d'un monde de mauvais et de méchants, d'un monde qui se fonde depuis des millénaires sur l'oppression et l'exploitation, il est un peu fort de demander aux opprimés d'être purs avant d'avoir le droit de se libérer, sans poser la question d'abord à leurs oppresseurs !

C'est pourquoi il faut combattre idéologiquement à l'intérieur du camp révolutionnaire l'influence des idéologies réactionnaires. Mais il ne faut pas prendre prétexte de la présence de ces idéologies réactionnaires pour refuser un appui, absolument justifié du point de vue marxiste, à la lutte de libération d'un peuple manifestement opprimé. Comme l'a déjà dit Maxime Rodinson – et à ce propos je suis entièrement d'accord avec lui – entre une oppression *réelle*, dans les faits, et une « oppression » qui n'existe que dans les idées, une « oppression » idéologique, il y a un monde de différence.

Cela nous ramène à la différence entre la dénonciation de l'esclavage et l'exploitation de l'homme par l'homme par Hegel et par Marx. Hegel disait qu'idéologiquement, moralement, l'esclave pouvait être supérieur au maître et grâce à cette supériorité sa libération était d'ores et déjà acquise. Marx a répondu : laissons la « libération » dans l'esprit à ceux qui se contentent de l'esprit, et parlons un peu de la libération dans les faits, de la libération matérielle, de la libération réelle. De ce point de vue, on ne peut pas mettre sur le même pied l'oppression réelle que subit le peuple palestinien, et la crainte de pouvoir subir une oppression future qui anime effectivement les masses hébraïques dans l'État d'Israël.

Je ne conteste pas du tout que cette crainte constitue un mobile puissant. Mais entre cette crainte qui concerne l'avenir, et ceux qui se révoltent contre la réalité pratique, il me semble qu'il y a un monde de différence. Ne pas saisir ce monde de différence, c'est tomber complètement à côté de la réalité des luttes réelles qui se déroulent.

Si je fais la distinction entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés, cela n'a évidemment rien à voir avec la spécificité des nationalités, parce qu'une même nationalité peut être oppresseuse à un endroit géographique et opprimée à un autre. La France est une nation d'opresseurs en Afrique. La nationalité francophone au Canada est une nationalité opprimée.

De même, si les Juifs d'Israël sont les oppresseurs des Arabes palestiniens, les Juifs d'Union soviétique sont des opprimés, cela aussi est tout à fait manifeste. Il faut appliquer ces principes avec conséquence et sans faire de concessions d'aucune sorte. Autant j'appuie la lutte de libération du peuple palestinien, autant j'appuie le mouvement de libération et d'émancipation des masses juives d'Union soviétique contre un régime oppresseur qui foule aux pieds les libertés nationales et l'autonomie nationale. Pas seulement du peuple juif d'ailleurs – et cela, c'est d'ailleurs encore un reproche qu'on peut faire, et que mon ami Nathan Weinstock a fait à juste titre, aux sionistes qui se sont « révoltés » à Bruxelles contre l'oppression de la nationalité juive en Union soviétique. Ils oublient que ce ne sont pas seulement les Juifs qui sont opprimés mais toute une série de nationalités, et il faut combattre contre cette oppression nationale multiforme et en comprendre les racines dans le régime politique de la bureaucratie soviétique. Ce qui est choquant chez les sionistes, c'est qu'ils répètent pour la Xe fois dans l'histoire la règle des « deux poids et des deux mesures », qu'ils revendiquent pour eux-mêmes des droits qu'ils ne sont pas prêts à accorder aux autres.

Mon point de vue est différent à ce sujet. Je dis aux Palestiniens et je dis aux Arabes – nous l'avons dit dès le début et l'histoire nous a déjà donné raison :

« Si vous abordez la lutte anti-impérialiste, et la lutte contre le phénomène colonialiste du sionisme, d'un point de vue *purement nationaliste* ; si pour cette raison vous vous alliez aux forces réactionnaires d'autres pays arabes, vous allez être entraînés dans une impasse ! Vous n'y gagnerez ni politiquement, ni militairement, ni socialement, ni à aucun niveau. Votre seule possibilité, c'est d'assumer à fond toute la dynamique libératrice de ce mouvement anti-colonialiste qui est celle d'une libération non seulement nationale mais aussi sociale. C'est de devenir résolument des marxistes-léninistes, des marxistes révolutionnaires. C'est de mener à bien une révolution arabe dans tous les pays arabes. C'est de rassembler cette force colossale des ouvriers, des paysans pauvres, d'un peuple de cent vingt millions de personnes, qui est la seule force de frappe qui puisse imposer une défaite à l'impérialisme dans cette zone du Moyen-Orient. Avec les seules forces de la petite sous-nationalité palestinienne, sous-nationalité dans l'ensemble du peuple arabe, vous ne réussirez pas à arriver à vos fins. »

Je crois que les événements de ces derniers mois ont montré que cet avertissement que nous avons donné aux camarades arabes correspond à la réalité. Heureusement, il y a de plus en plus de courants révolutionnaires arabes qui tirent la même conclusion et qui vont dans la même direction.